

Unité départementale de la Vendée
53 rue de Verdun (adresse provisoire)
85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 19 mai 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATLANTIC CATA

ZA de l'Hermitage
85130 BAZOGES EN PAILLERS

Références : D 22.0204

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2022 dans l'établissement ATLANTIC CATA implanté ZA de l'Hermitage 85130 BAZOGES EN PAILLERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATLANTIC CATA
- ZA de l'Hermitage 85130 BAZOGES EN PAILLERS
- Code AIOT dans GUN : 0006311280
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société ATLANTIC CATA a été autorisée par arrêté préfectoral du 01/04/2021 à exploiter un centre de récupération de pots catalytiques qui sont cisailés afin d'en récupérer la structure interne (nid d'abeille) contenant des divers métaux. Elle réalise également du regroupement et transit de batteries. Elle emploie actuellement environ 6 personnes et a démarré son activité après la construction du bâtiment en juillet 2021.

L'ensemble du site a été inspecté (un unique bâtiment, et son extérieur).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite initiale du site
- Examen des registres déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Mesures prises pour limiter les émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 3.8	/	Mise en demeure, respect de prescription
Registre, traçabilité, transports et suivi de l'élimination des déchets sor	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Déchets entrants : Procédure d'admission	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.12	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 1.1.3	/	Sans objet
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 4.2.2	/	Sans objet
Origines géographiques des déchets collectés	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.2	/	Sans objet
Bassin de confinement et bassin d'orage	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 8.5.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Autosurveillance des émissions de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 2.4.2.4	/	Sans objet
Notification transfert transfrontalier	Règlement européen du 14/06/2006, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a été mis en service assez récemment. Il reste des travaux à effectuer au niveau du process principal de traitement des pots catalytiques. Dans l'attente, le site présente des non-conformités sur ce process.

La gestion des eaux pluviales, et incendie, n'a pas été clairement expliquée lors de la visite, et aucun plan de récolement des réseaux n'a été présenté.

La gestion des déchets nécessite une attention particulière. Tout d'abord, la feuille de calcul utilisée doit répondre aux attendus de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 relatif aux registres chronologiques des déchets entrants et sortants du site, mais elle ne doit pas servir à une gestion comptable ou industrielles des déchets (quantité plutôt que tonnage, paiement anticipé, etc.).

Le registre des déchets entrants présente des anomalies, et ne permet pas un recoupement avec les bordereaux de suivi de déchets (erreur dans le nom des producteurs, plusieurs dates pour un même numéro de BSD dans le registre).

Enfin à défaut d'une mise à jour de son arrêté préfectoral, l'exploitant ne dispose pas des autorisations pour l'acceptation de déchets de nature différentes (notamment des monolithes déjà extraits ou des fils de cuivre).

A noter que la demande d'élargissement de la zone géographique d'apport des déchets est en cours d'instruction.

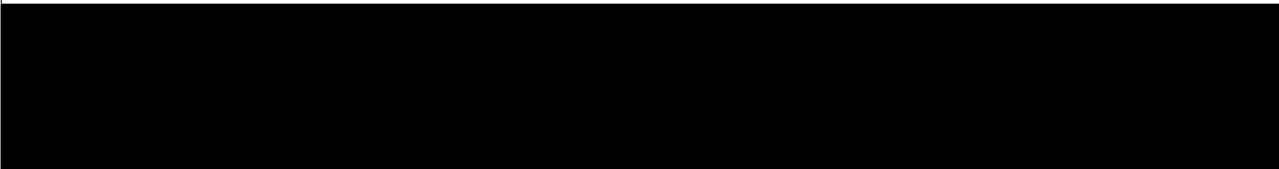
L'inspection a identifié que le poste de cisailage n'était pas isolé dans le bâtiment principal pour la captation des poussières (étanche lors des opérations de découpe).

Les points identifiés de non-conformités majeures nécessitent que l'inspection propose une mise en

demeure : local de cisailage non étanche à la poussière et mise à jour du registre des déchets.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 1.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Classement
Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral prévoit un classement sous la rubrique 2718.1 pour les quantités maximales suivantes : 44 Tonnes Pots catalytiques et monolithes broyés : 20 tonnes dont 2 tonnes maximum de monolithes broyés Batteries usagées : 24 tonnes
Constats : L'exploitant ne dispose que d'un unique bâtiment d'environ 300 m². Le volume de déchets entreposés était assez faible lors de l'inspection. 1 seul big-bag de monolithe broyé était visible (environ 800 kg). Une armoire de stockage contenait environ 10 tonnes de batteries. L'unité de traitement des pots catalytiques n'était pas en fonctionnement. Elle comporte un équipement de cisailage, des bacs de collecte des blocs entiers de monolithes, et un broyeur muni d'une aspiration.

Observations : L'exploitant a ajouté une cuve de gaz pour le chauffage futur de son bâtiment. Un positionnement éventuel vis-à-vis de la rubrique 4718.2 devra être fait (seuil déclaratif à partir de 6 tonnes).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance des émissions de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 2.4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, air
Prescription contrôlée : Les rapports de contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées selon les périodicités suivantes : - pour le 31 mars de l'année n+1, l'exploitant transmet une synthèse annuelle de l'ensemble des surveillances de ses émissions et de leurs incidences sur chaque compartiment de l'environnement (bruits, air, eaux superficielles et souterraines, poussières, vibrations).
Constats : Pour la préparation de cette inspection, l'exploitant a transmis au préalable les éléments suivants : - Une analyse des rejets atmosphériques faite par Socotec en date du 01/12/2021 - Une campagne de mesurage du bruit faite par Socotec en date du 17/01/2022 - Une analyse des rejets d'eau pluviale faite par le LEAV en date du 02/11/2021 Ces documents n'appellent pas d'observation. L'inspection souligne qu'une synthèse portant sur l'autosurveillance devra être transmise annuellement à l'inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Mesures prises pour limiter les émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 3.8

Thème(s) : Risques chroniques, air

Prescription contrôlée :

Les réceptions s'opéreront dans un sas isolé de l'extérieur du bâtiment. Une fois réceptionnés sur le site, les pots catalytiques ne seront pas triés et resteront tels qu'ils auront été livrés dans les bacs plastiques (GRV). Ils seront déconditionnés uniquement sur la chaîne de traitement.

- Le monolithe broyé sera stocké dans des big-bags étanches conforme à la réglementation liée au transport de matières dangereuses par route.

- Les expéditions de ces big-bags se feront dans les mêmes conditions que les réceptions, dans le sas dédié à cet effet.

- La cisaille sera située dans un poste fermé étanche lors de la coupe.

- Le transfert des blocs de monolithe se fera par gravité.

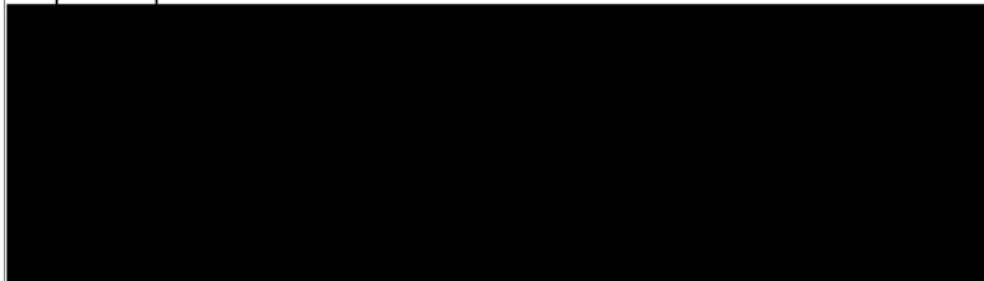
- Un réseau de captation à la source des poussières susceptibles d'être émises le long de la ligne de traitement sera mis en place avec un système final de filtration absolue. L'ensemble sera régulièrement contrôlé par une entreprise spécialisée.

- Un fonctionnement de la ligne de traitement de quelques heures par jour dont une heure pour le broyeur.

Constats : Le bâtiment principal ne dispose pas d'un sas l'isolant de l'extérieur. L'exploitant a toutefois évoqué des travaux complémentaires visant à séparer la zone de réception de la zone de traitement des pots catalytiques. Lors de la visite, une camionnette de livraison était stationnée devant le bâtiment ouvert, et les pots catalytiques étaient déchargés et placés dans des bacs selon la nature de la motorisation d'origine.

Les opérations de cisailage actuelles ne se font pas dans un poste de travail fermé.

Un système de captation des poussières a tout de même été mis en place, même si son efficacité n'a pas été prouvée.



Compte tenu de l'absence d'un poste fermé étanche lors des opérations de cisailles, l'inspection propose une mise en demeure avec une échéance compatible avec des travaux de gros œuvres à effectuer.

Observations : L'exploitant a indiqué oralement que des travaux complémentaires étaient prévus pour l'aménagement de l'intérieur de son bâtiment. Il doit préciser à l'inspection un échéancier avec travaux prévus permettant le respect de l'article 3.8 (et des dispositions prévues dans son dossier de demande d'autorisation).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, eau

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

(...)

Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan des réseaux de son site. En particulier, la gestion des eaux pluviales, via un bassin de rétention du site, n'apparaît pas claire lors de la visite.

L'exploitant doit établir ce plan des réseaux, et en informer l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Origines géographiques des déchets collectés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les pots catalytiques et batteries usagées collectés en vue d'être traités et stockés dans l'établissement proviendront des régions Pays-de-Loire, Île-de-France, Occitanie, Hauts-de-France, Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Corse, Grand-Est et Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Les apports de déchets par le producteur initial de ces déchets est interdit.
Constats : L'analyse du registre des déchets montre que l'exploitant a déjà élargi son périmètre d'apport de ses pots catalytiques. Pour la régularisation de cette prescription, il a transmis en préfecture le 10/02/2022 un dossier de porter à connaissance intégrant un élargissement à d'autres départements français. Ce dossier est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Registre, traçabilité, transports et suivi de l'élimination des déchets sor

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.9
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes. Chaque lot de déchets dangereux expédié est accompagné de son bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années minimum (...).
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatisé des déchets sortants (et également entrants). Ce registre est difficilement exploitable par le choix pris d'indiquer des quantités dans les champs dédiés au poids. L'inspection a examiné statistiquement quelques lots de déchets sortant : - lot de batteries (code déchets 16 06 01* - BSD-20220119-ERD3M2CHB) - lot de monolithes à l'exportation vers un fondeur européen (Cerfa de mouvement transfrontalier du 25/11/2021) Le registre ne détaille pas suffisamment les informations attendues par l'arrêté ministériel du 31/05/2021 qui a remplacé l'arrêté du 29/02/2012. Il doit faire explicitement apparaître le « * » pour tous les déchets dangereux en transit, et l'adresse physique de collecte du déchet. Les codes déchets ne sont pas indiqués dans ce registre, et certains transports ne sont pas mentionnés. Le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle pour les lots de monolithes exportés en Allemagne n'est pas indiqué. L'inspection propose une mise en demeure pour la mise à jour du registre conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/2021, et pour les informations y figurant (2 mois)
Observations : L'inspection souligne que le registre déchets informatisé doit tenir compte de l'évolution des textes. L'arrêté ministériel du 29 février 2012 a en effet été abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Déchets entrants : Procédure d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 5.12

Thème(s) : Risques chroniques, déchets

Prescription contrôlée :

Lors de l'arrivée des déchets sur site, l'exploitant :
recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R.541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;
- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ;
- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur site.
(...)

Constats : Les remarques portant sur le registre des déchets entrants rejoignent celles faites sur le registre des déchets sortants.

L'inspection a examiné statistiquement quelques déchets entrants :

- réception de monolithes déjà extrait des pots catalytiques
- En complément de l'inspection, les bordereaux suivants ont été transmis par l'exploitant à des fins d'examen :

* 2021-224
* 2022-006
* 2021-285
* 2022-017
* 2022-019
* 2022-033
* 2022-034
* 2022-035
* 2022-045
* 2022-065 BSD-20220311-ZPAEBMGCV
* 2022-066 BSD-20220312-MZW3FXPCS
* 2022-045
* 2022-081
* 2022-084
* 2022-045

Globalement, l'inspection constate la tenue d'un registre des déchets entrants. Toutefois, l'examen de celui-ci montre que :

- le registre sert parfois à anticiper des paiements pour des déchets non encore réceptionnés sur le site (cas du BSD 2022-019). Cette pratique doit être indépendante du registre réglementaire.
- la zone géographique de l'origine des déchets a bien été élargie, avant même une validation par arrêté préfectoral (rappel qu'un porté à connaissance a déjà été transmis)

- le registre ne mentionne pas les numéros de SIRET des producteurs des déchets, des courtiers et des transporteurs.
- sur le registre les codes déchets ne disposent pas de l'« * » obligatoires pour identifier les déchets dangereux.



2710 de la nomenclature.

L'exploitant est donc tenu de se mettre en conformité en interdisant l'entrée de tous déchets non spécifiquement prévus par son arrêté préfectoral. L'inspection propose une mise en demeure pour la mise à jour du registre conforme à l'arrêté ministériel du 31/05/2021, et pour les informations y figurant (2 mois), et sur l'interdiction de prise en charge de déchets non autorisés (24 h).

Observations : L'inspection souligne que le registre déchets informatisé doit tenir compte de l'évolution des textes. L'arrêté ministériel du 29 février 2012 a en effet été abrogé par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement et bassin d'orage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2021, article 8.5.5

Thème(s) : Risques chroniques, eau

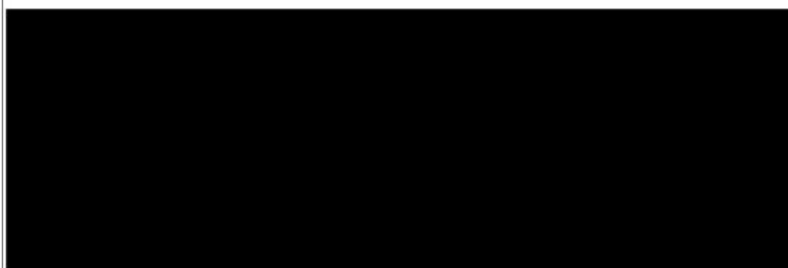
Prescription contrôlée :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) et y compris les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, aires de stockage.... sont collectées et raccordées à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 150 m³.

Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service sont actionnables en toutes circonstances.

Constats : Le site dispose d'un bassin étanche qui était vide lors de la visite. Toutefois, l'exploitant n'a pas été mesure d'expliquer son fonctionnement. Il y a une confusion entre la gestion des eaux pluviales de toiture et les eaux de voirie.

Une vanne existe sur un des réseaux, mais elle ne permet pas de comprendre le fonctionnement de ce bassin. Cette vanne est en effet en amont du bassin en partie haute, alors que le bassin semble disposer en point pas d'une canalisation menant à une pompe de relevage automatique. La fermeture de cette vanne ne fait pas un lien évident avec ce bassin.



Observations : L'exploitant devra apporter des précisions sur le fonctionnement de ce bassin, en lien avec le plan des réseaux prévu à l'article 4.2.2 de son arrêté préfectoral.

Les canalisations vues en inspection présentent des trous qui semblent avoir été faits lors de la mise en service pour vérifier le fonctionnement des équipements (selon l'exploitant). Sauf erreur, ces trous doivent être rebouchés dans les meilleurs délais.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Notification transfert transfrontalier

Référence réglementaire : Règlement européen du 14/06/2006, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Notification Lorsque le notifiant a l'intention de transférer des déchets visés à l'article 3, paragraphe 1, point a) ou b), il adresse une notification écrite préalable à l'autorité compétente d'expédition, qui la relaie et, s'il procède à une notification générale, il se conforme à l'article 13. (...)
Constats : L'exploitant a justifié d'une notification de consentement accordée le 28/09/2021 par l'autorité compétente (notification FR 2021-085005). L'inspection a également consulté l'écran de saisie des données d'exportation sur le logiciel GISTRID. Choisi aléatoirement, un des documents de mouvement pour mouvements/transferts transfrontières de déchets (Cerfa n° 14132*01) consulté en inspection indique bien l'entreprise en Allemagne destinatrice des monolithes broyés (sous l'appellation « catalyseurs usés contaminés par des substances dangereuses »). Ce constat ne fait pas l'objet d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet